

Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

Lors de leur assemblée générale de printemps à Bruxelles, les producteurs de lait de l'EMB ont confirmé le comité directeur dans ses fonctions. Il s'agit là d'un signal fort pour que l'EMB poursuive son travail pour le bien des agriculteurs, surtout au vu de la situation difficile sur le marché. Le niveau problématique des prix dans toute l'UE était le sujet principal de ces deux journées de délibération, qui ont montré clairement que le marché du lait est en déséquilibre croissant dans de nombreux pays. Rapport du représentant lituanien : Notre lait est vendu entre 8 et 16 centimes!

Ce n'est un scoop pour personne : il y a trop de lait sur le marché européen et pourtant, la production ne cesse d'augmenter dans la plupart des pays. Les participants à l'assemblée générale s'accordèrent pour reconnaître que les décisions du conseil européen de l'agriculture du 14 mars au sujet de la réduction volontaire de la production devaient être rapidement mises en œuvre. Les modalités potentielles de fonctionnement d'un mécanisme de renonciation volontaire étaient analysées en profondeur en compagnie de deux experts externes lors de l'assemblée générale. Un représentant de la Direction générale Agriculture apporta le point de vue de la Commission qui, comme de bien entendu, était teinté d'optimisme.

Les explications d'un conseiller du ministre français de l'agriculture jetaient un éclairage très intéressant sur le thème de la régulation des volumes poursuivi par la France lors du conseil de l'agriculture. L'intervention française au sujet de la réduction de la production était très favorablement accueillie par l'assemblée, qui unanimement reconnaissait que des mesures prises sur une base volontaire ne suffiraient pas pour s'attaquer au problème de la surproduction. Et pourtant, les choses bougent, lentement...

Les participants saluèrent également le changement de cap positif des élus allemands. Dans une ordonnance, les ministres régionaux allemands se sont clairement prononcés en faveur d'une réduction de la production. L'attitude inflexible du gouvernement allemand peut enfin être relâchée ! De plus amples informations au sujet du vote favorable des ministres allemands de l'agriculture vous sont livrées dans la présente édition.

Je concluais en relayant des nouvelles très réjouissantes en provenance de nos membres ! L'association norvégienne *Bondesolidaritet* était, à l'unanimité, accueillie dans les rangs de l'EMB. Nous nous réjouissons de la présence à bord de nos très actifs collègues norvégiens. Bienvenue à *Bondesolidaritet* !

Boris Gondouin, conseil d'administration de l'EMB et président de l'APLI France

EMB Bulletin mai 2016

- Les ministres de l'agriculture allemands font un pas clair dans le sens de la réduction des volumes
 - L'Europe doit-elle, peut-elle, a-t-elle le droit de nourrir l'Afrique ?
 - Bondesolidaritet – nouvelle adhésion de la Norvège au EMB
 - Tour des organisations de producteurs de lait européennes dans l'Ouest de la France
 - Suisse : Pour un changement de cap de la politique agricole !
- Des nouvelles de Bruxelles
Vous pouvez nous trouver sur Facebook

Contact

EMB - European Milk Board asbl
Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935
Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org
www.europeanmilkboard.org

Les ministres de l'agriculture allemands font un pas clair dans le sens de la réduction des volumes

Lors de la dernière conférence des ministres de l'agriculture, en avril, les ministres des *Länder* ont prit une décision de grande portée sur la réduction des volumes de lait : les opérateurs du marché doivent avoir la possibilité de réduire les volumes de lait de leur propre chef.

Il a été décidé à l'unanimité que les laiteries et les producteurs de lait s'entendraient sur des mesures efficaces permettant de réduire les volumes de lait livrés et les mettraient rapidement en œuvre. D'après le communiqué de presse, les ministres des *Länder* sont prêts à soutenir cette mesure par le versement de primes d'État. Ils demandent à l'État fédéral de mettre à disposition les moyens financiers nécessaires ou de les réclamer au niveau européen.

Si ces mesures volontaires n'apportent pas de soulagement perceptible du marché, la conférence des ministres de l'agriculture prévoit d'en venir à une réduction sans indemnités des volumes avec sanctions d'État, conformément à l'article 221 de l'OCM. Le ministère fédéral se voit confier la tâche d'étudier les conditions factuelles et juridiques nécessaires à la mise en place de sanctions, puis de les mettre en œuvre.

Avec ces décisions, une étape supplémentaire, et cette fois importante, a été franchie dans le sens de l'ajustement de l'offre pléthorique de lait dans l'UE. Nous sommes très reconnaissants envers les ministres des *Länder* qui ont lancé, contre vents et marées, cette initiative claire de règlement de la crise. C'est maintenant au ministre fédéral, M. Schmidt, de s'emparer de ce vote et de s'engager en faveur d'une solution européenne de limitation des volumes de lait. Comme on pouvait s'y attendre, le syndicat majoritaire allemand et les organisations de l'industrie laitière ont exprimé leur refus et ont protesté contre les décisions des ministres de l'agriculture.

Au vu de la situation toujours plus tendue sur le marché du lait, ces décisions doivent être mises en œuvre immédiatement. Le BDM a exhorté le ministère fédéral à déterminer sous deux semaines les paramètres juridiques et surtout organisationnels d'une diminution volontaire des livraisons de lait. Les tactiques de temporisation sous la forme de discussions, par exemple sur la viabilité financière, sont inacceptables. Et comme souvent : « s'il y a la volonté, il y a un moyen ! »

Hans Foldenauer, BDM Allemagne

L'Europe doit-elle, peut-elle, a-t-elle le droit de nourrir l'Afrique ?

Commençons d'abord par nous débarrasser d'une idée fausse : *les habitants de l'Afrique ont besoin d'aliments produits à des coûts réduits par nous afin de survivre. Seule notre industrie puissante et performante peut nourrir le monde.* Non, l'industrie européenne ne le peut pas et n'en a pas non plus le droit !

© EMB

Car, de même qu'il est nécessaire chez nous d'avoir un emploi pour pouvoir subvenir à ses besoins, les africains doivent également avoir la possibilité de générer un revenu. On leur enlève cette possibilité, par exemple, quand des produits de l'UE sont importés à des prix de dumping et que pratiquement plus rien n'est produit dans le pays en question.

Pensons à l'indignation qui nous prend quand une usine ferme, que sa production est délocalisée à l'étranger et que des milliers de personnes se retrouvent sans emploi du jour au lendemain. Sous nos latitudes, les conséquences peuvent s'en trouver un tant soit peu atténuées car notre situation économique globale est comparativement stable. Ce n'est toutefois pas le cas dans les pays en voie de développement. C'est pourquoi nous devrions veiller à ne pas y détruire les structures de production mais, au contraire, à les soutenir.

Voilà la tâche que se fixent actuellement des producteurs de lait belges et leurs collègues du Burkina Faso. Avec la coopération d'Oxfam-Solidarité, ils construisent des mini laiteries dans ce pays d'Afrique de l'ouest. Le président de l'organisation des producteurs de lait UMPL-B du Burkina Faso, Ibrahim Diallo, en dit ceci : « nous avons créé un partenariat avec des producteurs européens, belges en particulier, afin de soutenir les mini laiteries qui représentent une épine dorsale économique pour nos producteurs au Burkina Faso. » C'est extrêmement important car les exportations massives en provenance d'Europe aggravent l'exode rural et créent des situations de vie précaires. « Cela a aussi pour effet qu'un nombre croissant de personnes prête l'oreille aux djihadistes », avertit M. Diallo.

Le premier contact entre les producteurs de lait belges et burkinabés a eu lieu il y a 7 ans, comme le relate Erwin Schöpges, de l'organisation des producteurs de lait MIG de Belgique : « lors de la grève des livraisons en 2009, nous avons déversé trois millions de litres de lait dans les champs à Ciney et nous avons reçu pour cela une solidarité inattendue de la part des agriculteurs africains. » Cette solidarité a d'abord beaucoup étonné les agricultrices et les agriculteurs belges. En effet, lors de ce genre d'action, on entendait plutôt qu'il vaudrait mieux envoyer ce lait en Afrique, là où règne la famine, plutôt que de le déverser. « Mais les agriculteurs de là-bas nous ont appris que c'est véritablement **nous** qui apportons la famine en Afrique, car nous y exportons notre lait à des prix de dumping », explique M. Schöpges.

Depuis ce premier contact, les collègues belges se sont rendus plusieurs fois au Burkina Faso et ces visites leur ont permis de se faire une idée de la situation et des mesures d'aide pouvant être utiles. De là est finalement née la résolution de se lancer dans ce projet commun et à caractère très concret. « Nous voulons contribuer au maintien et à l'amélioration de la production locale de lait. D'une part à travers la création et le développement des mini laiteries. Mais d'autre part aussi à travers une production responsable en Europe et qui ne soit pas axée sur la surproduction », indique M. Schöpges au sujet des objectifs de ce partenariat international.

Bien entendu, l'Europe doit, peut et a le droit de soutenir l'Afrique dans son développement, mais seulement au moyen de projets utiles et non par des exportations à bas prix. En effet, ces dernières ont pour seul but véritable l'accroissement des profits européens par la conquête de nouvelles parts de marché sur le marché africain. Les arguments selon lesquels nous agirions ainsi pour le bien des africains sont non seulement extrêmement bancals, mais également fallacieux. Les conséquences négatives de ces pratiques n'épargnent en fin de compte personne, pas même nous autres européens, quand des millions de personnes quittent leur pays pour fuir la misère et la guerre.

Vidéo de présentation du projet

Silvia Däberitz, European Milk Board

Bondesolidaritet – nouvelle adhésion de la Norvège au EMB

© EMB

Bondesolidaritet, qui se traduit littéralement par « solidarité des agriculteurs », est une organisation de base dont la finalité est d'accroître le revenu des agriculteurs en Norvège et dans le monde. Ils sont nombreux à avoir pris conscience de la non-durabilité de l'ampleur du déséquilibre entre le prix de nos produits et le coût des équipements, de la main-d'œuvre et des services

nécessaires au travail.

Bondesolidaritet a été créé en 2012 suite au recul des revenus des agriculteurs norvégiens au fil du temps. Les négociations traditionnelles avec le gouvernement n'ont pas abouti à une majoration suffisante des revenus des agriculteurs. Bondesolidaritet ne compte pas financer nos activités avec des cotisations mais demande un soutien financier aux agriculteurs, aux syndicats, aux collectivités locales, aux entreprises et autres organisations.

La Norvège applique encore un système de quotas laitiers qui fonctionne. Il régule l'offre de lait sur le marché mais le système n'a pas été suffisant pour garantir l'évolution du prix du lait en fonction de la montée générale des coûts. À notre avis, une production alimentaire sûre au niveau national ne se conjugue pas bien avec une économie de marché mondialisée dans un contexte de profondes différences de conditions de production topographiques et climatiques entre les pays et les régions.

Bondesolidaritet est convaincue depuis le début que la solidarité internationale sera la clé d'un juste prix pour les produits agricoles dans tous les pays et a toujours travaillé activement à cette fin, avec un financement partiellement privé. Au début de l'année 2015, nous avons eu vent de l'existence de l'organisation European Milk Board que nous avons rencontrée en avril de la même année. La réunion a ravivé notre optimisme, renouant avec la conviction qu'il serait possible de maîtriser à nouveau l'offre alimentaire et d'exiger un prix juste pour les produits agricoles.

Nos attentes d'EMB sont que notre affiliation nous permette de construire une solidarité européenne des agriculteurs et de parvenir progressivement à une situation dans laquelle tous les agriculteurs européens se verront payer un prix juste pour leurs produits, un prix qui intègre la mesure du niveau salarial et du coût de la vie dans les différents pays.

Even Erlén, Bondesolidaritet

Tour des organisations de producteurs de lait européennes dans l'Ouest de la France

Depuis 2009, les crises se répètent. Cela fait des années que les producteurs laitiers ne vivent plus de leur métier. C'est pourquoi les organisations de producteurs (OP) France MilkBoard ont décidé de prendre les choses en main, en créant des OP pour renforcer la position des producteurs sur le marché.

© EMB

Dans cette lignée et avec leurs collègues européens des OP belge et allemande WAFAB et MEG Milch Board et de l'association danoise des producteurs de lait Danske Mælkeproducenter, ils ont organisé début avril un « Tour de l'Ouest » pour appeler les producteurs français, toutes laiteries confondues, à les rejoindre.

Après une conférence autour du thème « Crise laitière – la solution européenne » une série de réunions d'information et d'échange a eu lieu du 5 au 7 avril. Ces trois jours de rencontre ont permis aux éleveurs de parler de leurs expériences et de faire le point sur la situation actuelle. Le mot d'ordre : seule l'association en organisations de producteurs permettra d'avoir un vrai impact lors des négociations de prix !

Emmanuel Binois, co-président du France MilkBoard Grand Ouest, soutient que le renforcement des OP est primordial en France, voire même au niveau européen : *« Les réunions ont permis de nombreux échanges avec nos collègues allemands, belges et danois. Comme partout en Europe, leur problème est le même que chez nous : nous n'avons pas assez de poids face aux laiteries, qui sont souvent des grands groupes internationaux. »* Selon lui, l'association en OP transversales, libres et indépendantes au niveau des bassins laitiers est une chance de renforcer réellement la position des producteurs. *« Plus nous serons nombreux, plus nous pèserons dans les négociations commerciales. Et nous pourrions même aller plus loin : si nous sommes assez nombreux au niveau national, à moyen terme, nous envisageons la création d'une OP européenne. Pourquoi nous arrêter aux frontières – après tout, c'est ça l'Europe ! »*.

Les échanges entre les producteurs des différents pays montrent une nouvelle fois que la situation est la même partout en Europe : un prix du lait qui ne couvre pas les coûts de production. Il en est de même dans les pays où les changements structurels sont beaucoup plus avancés, comme c'est le cas au Danemark. *« Dans les exploitations danoises, l'endettement moyen est d'environ 20.000 euros par vache »,* affirme Kjartan Poulsen, président de l'association danoise des producteurs de lait Danske Mælkeproducenter. *« Nos dettes pèsent lourd sur nos épaules et de nombreux collègues n'ont d'autre choix que de mettre la clé sous la porte »,* explique-t-il.

« Éleveurs, rejoignez-nous – ensemble nous sommes plus forts ! »

Selon les producteurs européens, c'est seulement en se serrant les coudes et en cherchant des solutions ensemble – et non en luttant les uns contre les autres – que cette situation pourra changer. Pour eux, la solution est, et sera, européenne.

France MilkBoard

Suisse : Pour un changement de cap de la politique agricole !

Grand succès pour les producteurs et consommateurs suisses : la chancellerie fédérale confirme l'aboutissement de l'initiative?« Pour la souveraineté alimentaire. L'agriculture nous concerne toutes et tous ». Le syndicat paysan Uniterre et *l'autre syndicat*, deux organisations membres de La Via Campesina, ainsi que plus de 70 organisations alliées, permettent à la Suisse d'amorcer enfin un vrai débat public sur nos politiques agricoles et

alimentaires.

Depuis septembre 2014, des signatures pour l'initiative ont été collectées. En effet, avec 108.680 signatures validées par la chancellerie fédérale sur les 131.600 reçues, nous sommes heureux de pouvoir annoncer l'aboutissement de cette première étape. Maintenant, le chemin est libre pour un vaste débat

avec la population et le parlement.

L'initiative souhaite mettre en œuvre le principe de souveraineté alimentaire en Suisse et soutient le changement de cap. Elle souhaite que la Confédération favorise une agriculture paysanne diversifiée et nourricière qui ménage nos ressources naturelles, protège nos semences et renonce aux OGM. Une agriculture qui offre un avenir aux générations futures, en assurant, par des prix rémunérateurs, un marché plus transparent ainsi un

commerce international plus équitable.

Les interdépendances mondiales sont une réalité et loin de nous l'idée de nous isoler du monde. Les échanges commerciaux sont utiles, pour autant qu'ils demeurent secondaires et ne soient pas pratiqués de manière débridée et que le libre-échange règne en maître.

Au lieu de privilégier les multinationales agraires et nutritionnelles, l'initiative exige un changement de cap qui profite à toute la société. Notre initiative esquisse des solutions pour rendre les échanges commerciaux plus équitables, tout en maintenant un approvisionnement alimentaire issu d'une agriculture paysanne et régionale.

Ainsi, la première étape se termine avec succès et nous allons repartir du bon pied pour la campagne de votation.

[Texte de l'initiative](#)

[Informations sur l'initiative](#)

Nicolas Bezençon, Uniterre Suisse

Des nouvelles de Bruxelles

Le 11 avril, la Commission européenne a publié un règlement d'exécution sur la planification volontaire de la production.

Selon l'article 1 du [règlement d'exécution \(UE\) 2016/559](#), *les organisations de producteurs reconnues, leurs associations et les organisations interprofessionnelles reconnues dans le secteur du lait et des produits laitiers sont autorisées à conclure des accords volontaires conjoints et à adopter des décisions communes sur la planification du volume de lait à produire durant une période de six mois, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent règlement.*

Les organisations de producteurs en question communiqueront ensuite à l'autorité compétente l'estimation du volume de production couvert ainsi que l'estimation de la période de mise en œuvre.

Le temps est compté : du 13 avril au 12 octobre 2016 il est possible d'adopter des accords et des décisions volontaires portant sur la planification du volume de production !

Le Commissaire à l'agriculture réfléchit à des incitations financières visant à réduire les volumes

Le Commissaire à l'agriculture Phil Hogan n'exclut pas de discuter de nouvelles mesures incitatives visant à réduire la production de lait. Il ne pourra toutefois se prononcer qu'une fois que la Commission aura une meilleure vue d'ensemble des possibilités budgétaires pour 2016. Des sources indiquent toutefois que les fonds de l'UE ne seraient pas très élevés.

Lors du dernier Conseil de l'agriculture, Hogan avait déjà exprimé l'idée de lier les aides d'État à hauteur de 15 000 € par an à un « gel de la production ». Cette mesure permettrait aux États membres de proposer des incitations financières aux producteurs de lait qui participeraient à la réduction volontaire des volumes en période de déséquilibre grave du marché (d'après l'article 222). Les ministres de l'agriculture ont inscrit la situation laitière à l'ordre du jour du prochain Conseil de l'agriculture (les 27 et 28 juin).

Parlement européen : audition sur les mesures exceptionnelles et temporaires

Le 25 mai une audition sur les mesures exceptionnelles et temporaires en réponse à la crise laitière aura lieu à Bruxelles. Les députés de la commission Agriculture et développement rural débattront de cette mesure au Parlement européen avec les principaux acteurs du marché (Copa-Cogeca, EDA, Via Campesina, EMB). Le European Milk Board sera représenté par son président Romuald Schaber.

Observatoire du marché laitier

Lors de la dernière réunion de l'observatoire du marché laitier (MMO) fin avril, la Commission européenne a présenté les derniers chiffres sur le marché du lait et des produits laitiers : pendant la période de janvier à février, la production européenne a augmenté de 7,4 % par rapport à la même période l'année précédente (+ 1,7 Mio de tonnes). Cette augmentation était particulièrement prononcée en Irlande, au Luxembourg, en Belgique et aux Pays-Bas. L'on s'attend à de nouvelles baisses des prix.

Dans les premiers mois de 2016, des demandes de stockage privé ont été présentées pour 60 912 tonnes de beurre, 18 750 tonnes de lait écrémé en poudre ainsi que pour presque 40 000 tonnes de fromage au second tour. 22 600 tonnes supplémentaires de lait écrémé en poudre ont été retirées du marché dans la période du 2 au 9 avril, par le biais d'achats d'intervention. La majeure partie provenait d'Allemagne (6054 t), de Belgique (5792 t), de Pologne (3219 t) et de Lituanie (2181 t).

[Rapport de l'observatoire MMO du 26 avril](#)

Dévoilement de documents secrets sur les négociations du TTIP

Le dévoilement de documents secrets sur les négociations du TTIP, à l'initiative de l'organisation écologiste Greenpeace, a eu un effet « explosif » sur les négociations en cours. Les documents en question montrent l'état des faits en détail et permettent de juxtaposer les positions de l'UE et des États-Unis. Selon les informations du quotidien allemand « Süddeutsche Zeitung », Washington menacerait de bloquer l'accès facilité pour les exportations de l'industrie automobile européenne, afin d'obtenir de son côté que l'UE rachète davantage de produits agricoles. Les États-Unis s'opposeraient également au principe européen de précaution et à la volonté de l'UE de tribunaux d'arbitrage publics pour des actions menées par les multinationales.

Le chapitre sur l'agriculture (document Nr. 2) est disponible sur [TTIP leaks](#) (en anglais)

Rejet du CETA par le parlement wallon

Le mercredi 27 avril le Parlement wallon a voté contre la ratification de l'accord commercial entre l'Europe et le Canada (CETA). Le chef du gouvernement wallon, Paul Magnette, avait déjà averti la Commission européenne auparavant que son parlement ne ratifierait pas l'accord sous sa forme actuelle. Le parlement wallon s'alarme surtout du mécanisme d'arbitrage entre les États et les multinationales (ICS).

Ce vote pourrait empêcher l'entrée en vigueur de l'accord qui avait déjà été négocié et approuvé en 2014 entre l'Europe et le Canada. L'accord doit être approuvé par les 28 États membres et le Parlement européen.

[Article RTBF](#)

Regina Reiterer, EMB

Vous pouvez nous trouver sur Facebook

European Milk Board ASBL
Rue de la Loi 155
B-1040 Bruxelles
Tel: +32 (0)2808 1935
Fax: +32 (0)2808 8265
Mail: office@europeanmilkboard.org
Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-mai-2016.html>